

7. Cycle de productivité et emploi : retour sur les ajustements depuis la crise

Notre analyse de l'emploi marchand pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis repose sur celle du cycle de productivité. De fait, les évolutions de l'emploi dépendent principalement de celle de l'activité économique, mais aussi de celles du coût du travail et de sa durée. À court terme toutefois, l'emploi peut augmenter plus (ou moins) vite relativement à l'activité selon que l'économie se situe en haut (en bas) du cycle de productivité, ce qui nécessite d'établir un diagnostic sur la productivité tendancielle et la position dans le cycle¹.

Plus précisément, en période de ralentissement conjoncturel (et symétriquement en période de reprise), les entreprises attendent généralement la confirmation de la baisse de l'activité (et symétriquement le redressement) avant de procéder à des réductions d'effectifs (et symétriquement des embauches), ce qui se traduit dans un premier temps par une dégradation des gains de productivité (et symétriquement une amélioration). Ce n'est que dans un second temps, quand la baisse (hausse) d'activité se confirme, qu'elles procèdent à des suppressions (créations) de postes ou à moins (plus) d'embauches. Le ralentissement (l'accélération) de l'activité se traduit d'abord par des pertes (gains) de productivité par rapport à la tendance de long terme, donc par le creusement du cycle de productivité, qui se rétablit progressivement, une fois passé le creux (pic) d'activité. Par ailleurs, les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois favorisent les créations d'emplois en ralentissant la progression de la productivité pour une croissance de l'activité donnée.

Nous avons calculé le cycle de productivité horaire pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis (graphique 43). Au moment de la crise, la contraction de l'activité

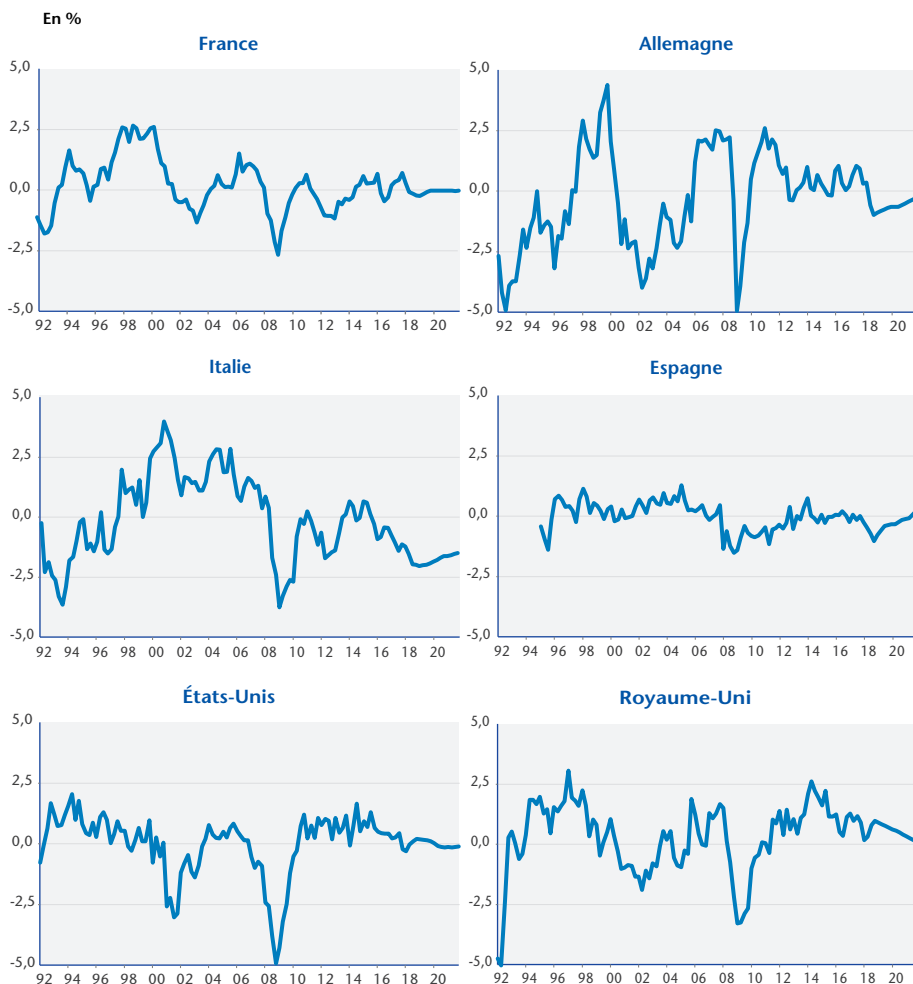
1. cf. Ducoudré et Heyer (2017).

économique s'est traduite par une forte baisse de la productivité horaire par rapport à sa tendance dans les six pays. Celui-ci s'est ensuite refermé au bout de 6 à 8 trimestres. L'ajustement s'est fait principalement par l'emploi aux États-Unis et en Espagne, tandis que l'Allemagne et l'Italie ont privilégié les ajustements internes (baisse de la durée du travail). En France, l'ajustement a consisté en une baisse combinée de l'emploi et de la durée du travail. Par la suite, les cycles ont suivi deux mouvements différents, avec d'un côté la France, l'Espagne et l'Italie qui ont connu un nouveau creusement du cycle avec la crise de la zone euro et la rechute de la croissance à partir de la mi-2011. La croissance a baissé en France, et l'activité s'est contractée en Italie et en Espagne. En revanche, l'Allemagne – dont la croissance a baissé dans une moindre mesure au moment de la crise de la zone euro –, les États-Unis et le Royaume-Uni ont connu un cycle de productivité légèrement positif en moyenne à partir de 2011, les entreprises ajustant rapidement la main-d'œuvre à la progression de l'activité économique.

Au deuxième semestre 2018, les cycles de productivité se sont creusés en zone euro. En France, après une année 2017 marquée par une croissance de la productivité plus forte que la productivité tendancielle, le cycle de productivité est légèrement repassé en territoire négatif au deuxième trimestre 2018, pour atteindre -0,2 % au quatrième trimestre 2018. Le ralentissement de l'activité s'est accompagné dans une moindre mesure d'un nombre plus faible de créations d'emplois. Le cycle de productivité s'est creusé de manière plus marquée en Allemagne, en Espagne et en Italie (resp. -1 %, -1 % et -1,9 % au quatrième trimestre 2018). Concernant l'Italie, les mesures de baisses du coût du travail qui ont accompagné les réformes du marché du travail ont enrichi la croissance en emplois (et dont l'effet est ici répercuté sur la tendance de productivité pour -0,15 point par trimestre entre 2015 et 2016)². Le cycle de productivité se serait toutefois creusé depuis 2016. Ce creusement du cycle de productivité peut s'expliquer pour partie par une croissance de l'activité économique plus faible qu'anticipée (1,0 % de croissance en 2016 contre 1,3 % anticipé dans le consensus fin 2015). En revanche, le cycle de productivité est resté fermé aux États-Unis fin 2018.

2. L'effet des baisses de coût du travail est ici répercuté sur la tendance de productivité pour 0,15 point par trimestre entre 2015 et 2016.

Graphique 43. Cycles de productivité



Source : Calculs et prévision OFCE 2019-2021, avril 2019.

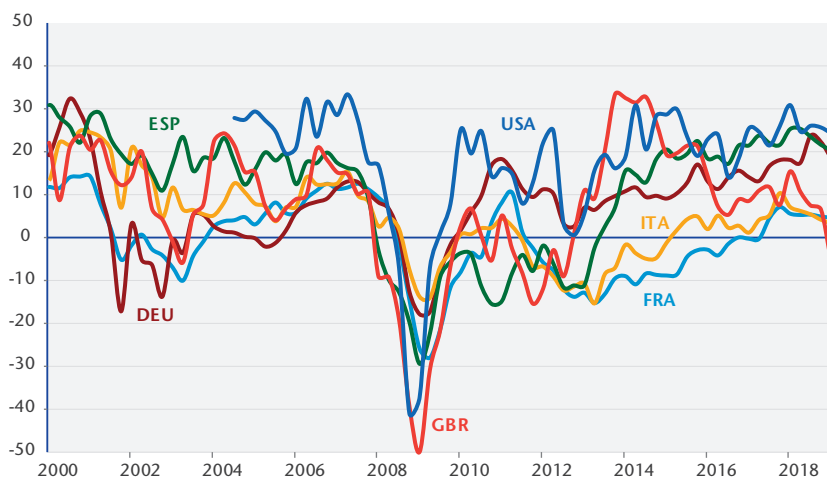
À l'horizon 2021, la productivité horaire croîtrait globalement au même rythme que celui de la productivité tendancielle en France et aux États-Unis. Le cycle de productivité se refermerait au Royaume-Uni, en Espagne et en Allemagne à l'horizon 2021, contrairement à l'Italie, qui ne refermerait pas son cycle de productivité.

Compte tenu des évolutions de l'activité et de la productivité, l'emploi total progresserait en 2019-2021 à des rythmes plus faibles que ceux enregistrés en 2017-2018. En France, en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, cela s'explique principale-

ment par des taux de croissance prévus de l'activité économique plus faibles en moyenne sur la période 2019-2021 par rapport aux deux années précédentes. Les intentions d'embauches marquent ainsi le pas depuis 2018 par rapport aux plus hauts enregistrés fin 2017-début 2018 dans la plupart des pays (graphique 44).

La contraction des contrats aidés et de l'emploi public renforcerait ce ralentissement des créations d'emploi pour la France. En Italie, le cycle de productivité se refermerait lentement en prévision, mais sans retourner toutefois sur sa tendance (égale à 0). En effet, l'enrichissement de la croissance en emplois perdue, avec la poursuite d'allègements de charges (allègements « Mezzogiorno ») et sur l'emploi des jeunes).

Graphique 44. Perspectives d'embauches à court terme



Champ : Industrie, construction et services marchands, pondérés par leurs parts respectives dans l'emploi salarié marchand non agricole pour les pays appartenant à l'UE.

Sources : DG ECFIN, Eurostat, Manpower, calculs OFCE.

Des évolutions différenciées du marché du travail

Les évolutions des marchés du travail dans les pays développés ont été fortement marquées par la crise et ses conséquences en termes de destructions d'emplois, de montée du chômage et de développement de l'emploi précaire. La hausse plus ou moins durable du chômage et celle de la précarité ont aussi accentué les hétérogénéités entre pays. Celles-ci portent notamment sur l'évolution des comportements d'activité, l'ajustement de la durée du travail et l'évolution de l'emploi précaire.

La crise a également eu pour conséquence une poursuite et un approfondissement des réformes dont l'objectif est la flexibilité accrue du marché du travail. Celle-ci et l'intensification de la précarité ont pu ainsi concourir à relâcher les liens entre chômage et évolution des salaires : la nature du chômage a évolué, avec la montée du halo autour du chômage et du sous-emploi ; l'augmentation de la part de l'emploi précaire a pu affaiblir le pouvoir de négociation des salariés.

La baisse du chômage en zone euro qui a suivi la double récession de 2008-2009 et 2011-2012 a été freinée par la hausse des taux d'activité dans la plupart des pays européens (voir encadré). Une grande partie de cette hausse s'explique par l'augmentation de la participation des travailleurs âgés de 55 ans et plus sous l'effet des réformes successives des systèmes de retraite visant à allonger la durée de carrière des individus et à repousser l'âge de départ à la retraite. D'autre part, elle est le fruit de la hausse de la participation des femmes au marché du travail.

La hausse des taux d'activité s'est également accompagnée de changements structurels au sein des marchés du travail européen. En zone euro, le taux d'emploi a légèrement augmenté entre 2007 et 2017 (+0,9 point). Mais cette relative stabilité masque des divergences notables : légère hausse du taux d'emploi en Allemagne, stabilité en France, baisse prononcée en Espagne. Le recours au temps partiel a également augmenté, mais de manière bien plus marquée en Espagne et en Italie. L'emploi temporaire s'est quant à lui accru en France et en Italie, quand il a fortement baissé en Espagne et dans une moindre mesure en Allemagne. Enfin, l'emploi temporaire a surtout progressé chez les 15-24 ans excepté en Allemagne³.

Ces évolutions différenciées du marché du travail ont rendu la seule analyse du taux de chômage insuffisante pour comprendre les dynamiques à l'œuvre. En effet, la définition stricte du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) ne prend pas en compte les situations à la marge du chômage.

Les bases de données de l'OCDE permettent d'intégrer dans le chômage une partie des individus qui en sont exclus du fait de la définition du BIT. Le graphique 45 présente pour les années 2008, 2013 et 2018 le taux de chômage observé auquel viennent s'additionner d'une part les individus en situation de temps partiel subi et d'autre part les

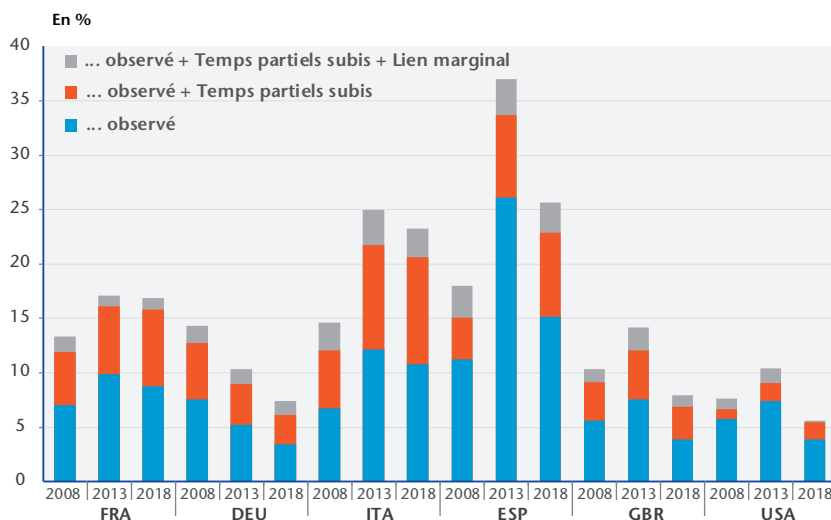
3. Voir « Croissance sous tensions », OFCE, Département analyse et prévision, *Revue de l'OFCE*, n° 159, octobre 2018.

personnes âgées de 15 ans et plus, sans emploi, et ne recherchant pas activement un emploi mais qui désirent travailler et sont disponibles pour prendre un emploi. De plus elles ont recherché un emploi au cours de 12 derniers mois. Ces dernières sont définies par l'OCDE comme ayant « un lien marginal à l'emploi ».

En France, le taux de chômage a retrouvé, en 2018, un niveau inférieur à celui qui était le sien cinq années plus tôt. Néanmoins, le temps partiel subi et, plus modérément, le lien marginal vis-à-vis de l'emploi se sont accrus sur la période.

En Italie et en Espagne, si la situation du marché du travail est bien plus dégradée qu'en 2008, l'amélioration observée du taux de chômage s'est également traduite par une (légère) baisse du temps partiel subi et du halo autour du chômage. Au Royaume-Uni, aux États-Unis comme en Allemagne, la situation sur le marché du travail est meilleure quel que soit l'indicateur analysé. Il est tout de même à noter que le taux de chômage « augmenté » du temps partiel subi et du halo est pour nombre de ces pays près de deux fois supérieur au taux de chômage observé, signe que le taux de chômage seul ne permet pas d'appréhender parfaitement les situations sur le marché du travail.

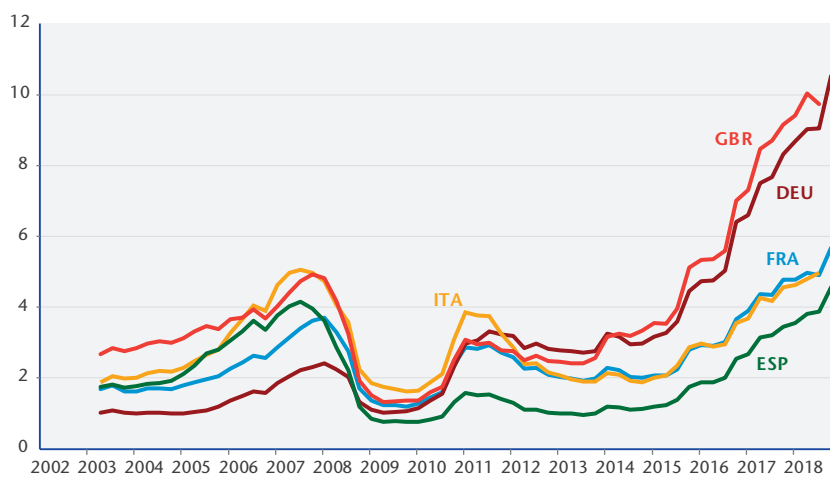
Graphique 45. Taux de chômage



Sources : OCDE, calculs OFCE.

Outre ces améliorations différenciées des marchés du travail européens, l'analyse des difficultés de recrutements déclarés par les chefs d'entreprise dans les pays étudiés illustre également les divergences à l'œuvre. Le graphique 46 présente, comme premier proxy de ces difficultés, la proportion d'emplois vacants pour 100 chômeurs. En Allemagne et au Royaume-Uni, celle-ci atteint 10 % fin 2018, soit un niveau inobservé depuis le début des années 2000. En France, en Italie et en Espagne, malgré une hausse de cette proportion depuis 2016, le nombre d'emplois vacants pour 100 chômeurs est de l'ordre de celui observé fin 2007 soit entre 4,5 % pour l'Espagne et 5,6 % pour la France. Si cet indicateur n'informe pas sur les causes de la vacance de l'emploi (localisation, secteur d'activité, qualification...), il éclaire tout de même sur l'augmentation des tensions sur les marchés du travail.

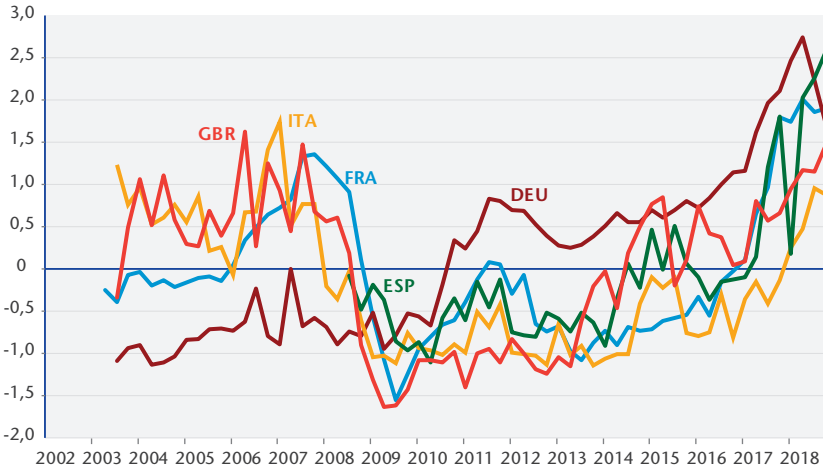
Graphique 46. Nombre d'emplois vacants pour 100 chômeurs



Sources : Eurostat, OCDE, BLS, Ministry of Health, Labour and Welfare, Ministry of Internal Affairs and Communications, calculs OFCE.

C'est également le cas des enquêtes menées auprès des chefs d'entreprises les questionnant sur les facteurs limitant leur production (graphique 47). À l'image de la proportion d'emplois vacants décrite précédemment, le manque déclaré de main-d'œuvre est orienté à la hausse depuis la fin de l'année 2016 et rejoint, voire dépasse, les pics historiques observés depuis les années 2000. Si une fois encore cet indicateur ne renseigne pas les causes de ces manques (problème de formation, rémunération, rigidité du marché du travail, ...), il illustre un renforcement des tensions sur les marchés du travail européens.

Graphique 47. Facteurs limitant la production – Manque de main-d'œuvre



Champ : secteur marchand non agricole.

Note : Les pourcentages d'entreprises déclarant leur production limitée du fait d'un manque de main-d'œuvre sont centrés-réduits, puis pondérés par les parts respectives d'emplois salariés dans l'industrie, la construction et les services marchands.

Sources : DG ECFIN, Eurostat.

Encadré 7. Taux d'activité et durée du travail : des impacts différenciés sur le taux de chômage

La plupart des pays européens ont, au cours de la crise, connu une baisse plus ou moins marquée de la durée effective de travail, *via* des dispositifs de chômage partiel, la réduction des heures supplémentaires ou le recours aux comptes épargne-temps, mais aussi *via* le développement du temps partiel (particulièrement en Italie et en Espagne). La baisse du chômage américain s'explique quant à elle en partie par une baisse importante du taux d'activité.

En supposant qu'une hausse d'un point du taux d'activité entraîne, à emploi constant, une hausse du taux de chômage (de près d'un point), il est possible de mesurer l'impact de ces ajustements (durée du travail et taux d'activité) sur le chômage, en calculant un taux de chômage à emploi constant et contrôlé de ces ajustements. Excepté aux États-Unis, les pays étudiés ont connu une augmentation de leur population active (actifs occupés + chômeurs) plus importante que celle observée dans la population générale, du fait entre autres des réformes des retraites menées. Toutes choses égales par ailleurs, ce dynamisme démographique a pour effet d'accroître le taux de chômage des pays concernés.

Sous l'hypothèse d'une stabilité du taux d'activité (et toutes choses égales par ailleurs), le taux de chômage serait inférieur de 2,6 points en France, de 3 points en Italie et de 2,3 points au Royaume-Uni (graphique 48). Par

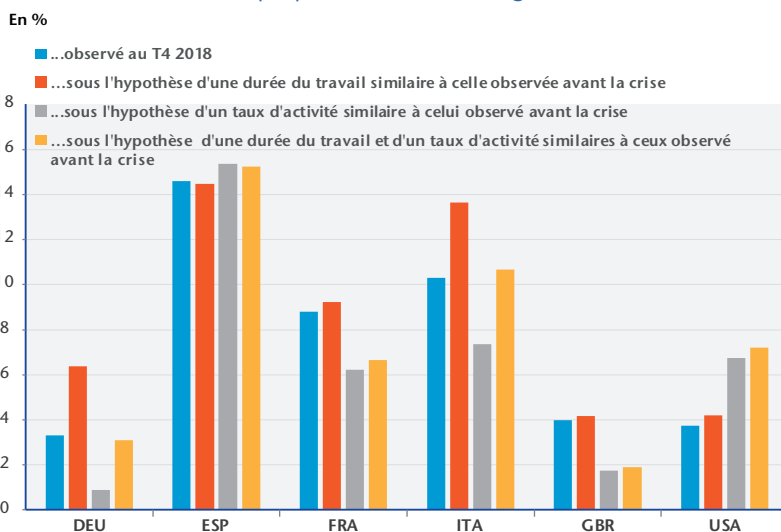
contre, sans la contraction importante de la population active américaine, le taux de chômage aurait été supérieur de plus de 3 points à celui observé fin 2018. Il apparaît également que l'Allemagne a connu depuis la crise une baisse importante de son chômage alors même que son taux d'activité croissait. À taux d'activité inchangé, le taux de chômage allemand serait de 0,9 %. Il reste que les évolutions des taux d'activité résultent aussi de facteurs démographiques structurels si bien que l'hypothèse d'un retour vers les taux de 2007 est arbitraire. Pour les États-Unis, une partie de la baisse du taux d'activité s'explique par l'évolution de la structure de la population. Aussi, le chiffre de sous-emploi – mesuré par le taux de chômage qui prévaudrait si le taux d'activité retrouvait son niveau de 2007 – peut être considéré comme un majorant de la situation réelle du marché du travail.

Concernant la durée du travail, il apparaît que si la durée du travail avait été maintenue dans l'ensemble des pays à son niveau d'avant-crise, le taux de chômage aurait été supérieur de 3,1 points en Allemagne et de 3,3 points en Italie. En France, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, le temps de travail n'a que faiblement évolué depuis la crise.

À durée du travail identique à celle de 2007, le taux de chômage aurait été très légèrement supérieur au Royaume-Uni, aux États-Unis et en France.

Notons que les évolutions à la baisse de la durée du travail ont largement précédé la crise économique de 2007. L'évolution de la durée du travail en Allemagne a suivi une dynamique précédant la crise et celle de l'Italie s'est largement accentuée. En France, en Espagne et aux États-Unis, la durée du travail a continué à baisser mais de façon beaucoup moins marquée. Au Royaume-Uni, la baisse de la durée du travail entamée avant 2007 s'est quant à elle interrompue.

Graphique 48. Taux de chômage...



Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

